Le Hamas et les djihadistes à Gaza : contrôle impossible, trêve improbable

Leïla Seurat

Dans Politique étrangère 2016/3 Automne , pages 95 à 106
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365675116
DOI 10.3917/pe.163.0095
Date de mise en ligne : 05/09/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-95?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le Hamas et les djihadistes à Gaza : contrôle impossible, trêve improbable

Par **Leila Seurat**

Leila Seurat est chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales CERI/Sciences Po. Sa thèse de doctorat, qui portait sur la politique étrangère du Hamas depuis 2006, a été publiée sous le titre *Le Hamas et le monde*, Paris, CNRS éditions, 2015.

Le Hamas est parvenu au pouvoir dans la bande de Gaza en 2007, à la suite d'un coup de force. Il a alors dû rétablir l'ordre et s'imposer face à d'autres groupes armés. Ses relations avec les cellules djihadistes – liées à Al-Qaïda ou à l'État islamique – ont oscillé jusqu'à aujourd'hui entre tolérance et répression. Parmi les facteurs qui influent sur la position du Hamas à l'égard des djihadistes, la politique du gouvernement en place au Caire joue un rôle déterminant.

politique étrangère

En mai 2015, la bande de Gaza a été le théâtre de plusieurs attaques revendiquées par un groupe se réclamant de l'État islamique. Une série d'explosions a visé les biens des membres du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) qui gouverne seul ce territoire depuis qu'il y a pris le pouvoir par la force en juin 2007. Ces attaques s'inscrivent dans un conflit déjà ancien entre le Hamas et les groupes djihadistes.

Analyser les rapports entre le Hamas et les djihadistes pose un double problème de méthode. D'abord celui du manque de données, puisque le Hamas interdit toute enquête quantitative. En fonction des sources, l'éventail des chiffres varie de quelques centaines à plusieurs milliers de djihadistes, le Hamas cherchant le plus souvent à minimiser leur présence, tandis qu'Israël tend à l'exagérer. Se pose ensuite le problème de la fiabilité des sources : celles qui émanent d'Israël et d'Égypte prétendent que le Hamas a contracté une alliance stratégique avec la branche de l'État islamique dans le Sinaï, accueillant ses combattants et soignant ses blessés dans les hôpitaux de Gaza[1]. Ces accusations sont pour l'instant invérifiables.

1. Le coordinateur des activités du gouvernement dans les Territoires (COGAT), le général Yoav Mordechai, a déclaré au site d'informations saoudien *Elaph* que des membres de l'EI étaient entrés dans la bande de Gaza depuis la péninsule du Sinaï *via* les tunnels de contrebande contrôlés par le Hamas, « Mordechai : des combattants de l'EI s'entraînent avec le Hamas à Gaza », *The Times of Israel*, 15 mai 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Ces difficultés ne doivent pas pour autant empêcher de présenter, dans ses grandes lignes, l'évolution des relations entre Hamas et groupes djihadistes. Il faut tout d'abord distinguer les djihadistes des salafistes quiétistes. Présents en Palestine depuis le début des années 1980, au moment où reviennent dans leur pays natal nombre de Palestiniens partis faire leurs études en Arabie Saoudite dans les années 1960, les quiétistes ne se considèrent pas comme partie prenante du jeu politique palestinien mais se réclament d'une vaste direction religieuse qui réunirait l'ensemble du monde islamique. C'est après l'instauration de l'Autorité Palestinienne en 1994 que leur nombre augmente, et ils sont alors soutenus par le Fatah qui leur octroie l'autorisation de mener des activités de prédication et leur offre des emplois notamment au sein des services de sécurité[2]. Conformément au principe du *wali amr* qui préconise une obéissance inconditionnelle au pouvoir politique à condition que celui-ci soit musulman, ils font allégeance au président Mahmoud Abbas. Cet attachement au *wali amr* est régulièrement réaffirmé par les deux grandes figures du salafisme quiétiste de Gaza, le cheikh Yassine Al-Astal, président du Conseil scientifique de l'Appel salafiste, et le cheikh Al-Hasm, président de l'association *Ibn Baz*. Le Hamas considère avec une extrême méfiance ces deux personnalités qu'il assimile à des extrémistes, alors même que le cheikh Al-Hasm est connu pour ses prises de positions contre les attentats-suicides, pourtant plébiscités pendant longtemps par le Hamas[3].

Les djihadistes adhèrent quant à eux à la violence et placent le djihad au cœur de leur croyance religieuse. Ils ne se perçoivent pas comme des libérateurs de la Palestine, mais comme partie intégrante d'un mouvement global qui défend les musulmans contre les non-musulmans. Comparativement aux autres pays de la région, leur présence en Palestine est assez tardive, puisqu'elle fait suite aux attentats du 11 septembre 2001 et aux guerres d'Afghanistan et d'Irak qui ont joué un rôle primordial dans leur progression. En témoigne l'adoption par certains de discours anti-chiites empruntés aux djihadistes irakiens et facilement redirigés contre le Hamas, soutenu par la République islamique d'Iran. Mais c'est véritablement à la suite du retrait israélien de Gaza en août 2005 et lors des affrontements entre le Fatah et le Hamas en 2007, que ces mouvements prolifèrent dans la bande de Gaza.

2. Ces privilèges doivent être entendus comme partie intégrante d'une stratégie du Fatah, qui cherche à concurrencer le Hamas qui vient d'émerger sur la scène politique palestinienne à la faveur de la première *intifada* en décembre 1987.

3. M. Abou Saada, « Le Hamas et les mouvements salafistes dans la bande de Gaza : réalité et horizons », Institut égyptien des études politiques et stratégiques (en arabe), 8 février 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Considérés souvent comme une sous-catégorie naturelle du salafisme, les djihadistes sont en réalité, du moins en Palestine, porteurs d'une idéologie qui se situe au croisement de trois sources : les salafistes quiétistes, le Hizb Al-Tahrir[4], et les Frères musulmans. Si le djihadisme n'arrive que tardivement en Palestine, ce sont bien les Palestiniens de la diaspora qui ont été au centre de ce processus d'hybridation de la fin des années 1970 entre, d'un côté, l'idéologie des Frères musulmans et son passage à la violence formulée par Sayyid Qutb, et de l'autre le salafisme quiétiste. C'est notamment sous la bannière du palestinien Abdallah Azzam formé dès la fin des années 1960 en Jordanie[5] que s'exprime cette fusion, qui a donné naissance au djihad global lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Les principales références doctrinales des djihadistes à Gaza sont donc naturellement des Palestiniens, qu'il s'agisse du cheikh Abou Mohamed Al-Maqdisi qui avait fondé en 1994, aux côtés d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, une structure djihadiste avant de diverger avec lui sur la question des attentats-suicides[6], ou encore d'Abou Qatada Al-Filistini, le père spirituel d'Al-Qaïda en Europe, actuellement emprisonné en Grande-Bretagne jusqu'en 2013 puis extradé en Jordanie. Dès la fin des années 1990, la Palestine devient l'un des thèmes majeurs d'Al-Qaïda, comme en atteste la profusion de références à Al-Aqsa et Jérusalem (*Bayt Al-Maqdis*) dans les discours d'Oussama Ben Laden et d'Ayman Al-Zahawiri, et la création en 1998 du Front islamique mondial pour combattre les juifs, les croisés et les Américains[7].

La Palestine est un des thèmes majeurs d'Al-Qaïda

Les djihadistes divergent avec le Hamas sur plusieurs points. Le grief principal contre la Résistance islamique est sa participation aux législatives de janvier 2006, considérée comme un délit d'associationnisme (*intikhabat charkiyya*[8]). Cette participation équivaudrait, d'après eux, à

4. Le Parti de la Libération est un parti islamiste fondé en Jordanie en 1953 qui prône la restauration du califat. Il est né d'une scission des Frères musulmans.
5. Abdallah Azzam a été formé militairement dans le Camp des cheikhs (*mou'asakar Al-shouyoukh*), mis en place par l'un des fondateurs du Fatah Khalil Al-Wazir (Abou Nidal).
6. Al-Zarqaoui, originaire de la municipalité de Zarka en Jordanie, centre névralgique de la résistance palestinienne, fondera ensuite avec Abou Anas Al-Shami l'organisation La base dans le pays des deux fleuves (*al qaida fil bilad al rafidein*), appellation originelle de ce qui deviendra par la suite Al-Qaïda. Abou Mohamed Al-Maqdisi condamne les attaques terroristes d'Amman en 2005. Il a été libéré en février 2015 après avoir également condamné l'assassinat du pilote jordanien brûlé vif par l'État islamique.
7. Pour une étude consacrée à la place de la Palestine dans l'idéologie d'Al-Qaïda, voir T. Hegghammer et J. Wagemakers, « The Palestine Effect: The Role of Palestinians in the Transnational Jihad Movement », *Welt des Islams*, 53-3-4 (2013).
8. La doctrine wahhabite s'est construite contre toute forme d'associationnisme (*shirk*) et vise à purifier le dogme qui doit demeurer unicité (*tawhid*). Le cheikh Al-Albani fut l'un des premiers à critiquer ouvertement les Frères musulmans qui, selon lui, s'intéresseraient plus à la politique qu'à la science religieuse. Pour lui, « la bonne politique est d'abandonner la politique » voir S. Lacroix, « L'apport de Muhammad Nasir Al-Din Al-Albani », *in* B. Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme* ? Paris, PUF, 2008.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

l'acceptation d'Israël et des accords d'Oslo[9]. Le cheikh Abou Mohamed Al-Maqdisi considère à cet égard que la démocratie est une forme d'hérésie, et que le Hamas n'a pas à faire partie du Conseil législatif palestinien dont la loi n'est pas islamique. Outre la participation aux élections, c'est la trêve (*hudna*) conclue avec Israël et imposée par la force aux autres factions armées de Gaza qui est largement critiquée. Le Hamas est accusé de collusion avec l' « ennemi sioniste ». De manière secondaire, deux autres objets de contestation cristallisent la colère des djihadistes : l'absence d'application de la *charia*, et l'alliance contractée avec les « Perses chiites » et les « Alaouites hérétiques » de Syrie[10].

Bien que numériquement faibles et ne disposant pas de ressources organisationnelles suffisantes pour menacer la survie du Hamas, les djihadistes posent un dilemme central au Mouvement de la résistance islamique : comment lutter contre ces groupes qui menacent la trêve avec Israël sans apparaître comme un mouvement qui protège l'occupation israélienne ? Pour surmonter cette contradiction, le Hamas mène une politique fragile d'équilibrisme entre répression et tolérance, variant au gré du contexte intérieur et régional.

Entre tolérance et répression

Ouvert en 2007, le conflit entre le Hamas et les groupes djihadistes s'intensifie à partir de 2009. Il menace la cohésion organisationnelle de la branche armée du Hamas et oblige ce mouvement à diversifier sa stratégie. Face aux djihadistes, le Hamas oscille ainsi entre recours à la force et pacification.

Lutter contre les défections

Les principaux groupes djihadistes présents dans la bande de Gaza sont composés à plus de 60 % d'anciens membres de la branche armée du Hamas, les brigades Izz Al-Din Al-Qassam[11]. À titre d'exemple, le groupe Soldats partisans de Dieu (*Jund Ansar Allah)* avait été dirigé par un ancien responsable du Hamas Khalid Banat, surnommé Abou Abdallah Al-Souri

9. C'est ce même motif que donnait le Hamas pour expliquer son refus de participer aux législatives de 1996.
10. Cette accusation a baissé en intensité depuis que Khaled Mechaal, président du Bureau politique du Hamas, a refusé de soutenir le régime de Bachar Al-Assad comme le souhaitait l'Iran, refus ayant conduit au départ du pôle extérieur du Hamas de Damas. Certains membres des brigades Al-Qassam ont participé aux combats en Syrie, aidant les insurgés à construire des tunnels et à combattre le régime. Toutefois, outre le prêche d'Ismaël Haniyeh à l'université d'Al-Azhar en février 2012, le Hamas évite de formuler verbalement cette prise de position qui lui a valu une mise au ban provisoire de la part de l'Iran.
11. Les djihadistes proviennent également des branches armées d'autres mouvements, notamment de celle du djihad islamique, voir « Radical Islam in Gaza », *International Crisis Group*, Middle East Report No. 104, 29 mars 2011.

ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pour avoir séjourné plusieurs années en Syrie, avant d'être renvoyé à Gaza en 2007 pour s'occuper de l'entraînement des brigades Al-Qassam. C'est en 2009, à la suite de la contraction par le Hamas d'une trêve avec Israël que Khalid Banat fait défection de la branche armée du mouvement pour rejoindre les Soldats partisans de Dieu dirigés par le cheikh Abd Al-Latif Musa[12]. Les réseaux qu'il avait développés au sein des brigades Al-Qassam lui avaient permis de rallier facilement une partie de ses combattants et de les intégrer au groupe djihadiste[13].

Parmi les recrutés figure notamment le neveu d'Abd Al-Latif Musa, Fahd Musa, qui lui aussi avait fait défection en raison de l'injonction du Hamas de maintenir la trêve. L'autonomie de ce groupe prend fin en août 2009 lorsque, à la suite du prêche d'Abd Al-Latif Musa à la mosquée Ibn Taymiyya de Rafah – dans lequel il dénonçait à la fois les salafistes quiétistes et le gouvernement d'Ismaël Haniyeh –, les forces du Hamas prennent d'assaut la mosquée. Cet épisode, qui se solde par la mort de 28 personnes, est le plus sanglant de l'histoire des relations entre le Hamas et les djihadistes.

Un autre groupe connu sous le nom de Jaljalat[14] se compose à 70 % d'anciens du Hamas. Le commandant en chef de ce réseau, Mahmoud Taleb, est un ancien membre des brigades Al-Qassam. En septembre 2009, alors âgé seulement de 22 ans, il se présente comme l'homme le plus recherché de Gaza[15]. Il affirme également avoir tenté d'assassiner Jimmy Carter et Tony Blair, mais ces deux opérations auraient été déjouées par le Hamas. Constitué d'environ 700 hommes, Jaljalat a mené en 2009 plusieurs opérations contre Israël, mais aussi contre les départements de la sécurité du Hamas. Mahmoud Taleb dit faire allégeance à Ben Laden mais seulement au plan doctrinal (*minhaj*), et non organisationnel (*tanzimi*). À la suite de l'opération Plomb durci de 2009, Mahmoud Taleb aurait procédé à l'unification des rangs djihadistes, réunissant sous une même bannière les combattants du réseau Jaljalat, des Soldats partisans de Dieu (*Jund Ansar Allah*) et de l'Armée de l'Islam (*Jaysh Al-Islam*).

Rétablir l'ordre

Le conflit qui oppose le Hamas aux djihadistes précède les défections de 2009. Dès 2007, le Hamas affronte l'Armée de l'Islam (*Jaysh Al-Islam*). Les

12. Abd Al-Latif Musa était l'ancien directeur du Dar Al kitab wal sunna, l'une des plus anciennes organisations salafistes, établie dans les années 1980 dans la bande de Gaza.
13. Khalid Banat aurait combattu aux côtés d'Oussama Ben Laden et d'Abou Moussab Al-Zarqaoui.
14. « Jaljalat » est aussi le nom d'une chanson populaire djihadiste.
15. Al-Sharq Al-Awsat, 6 septembre 2009, interview avec Mahmoud Talib, Abou Al-Mou'tasem Al-Maqdisi : <http://archive.aawsat.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

relations entre la Résistance islamique et ce groupe sont une illustration patente de la politique de va-et-vient entre tolérance et répression privilégiée par le Hamas. En effet, avant de lui porter un coup sévère, le Hamas n'avait pas hésité à collaborer avec l'Armée de l'Islam au moment de l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit. Il s'agissait donc d'une forme de partenariat.

À partir de juin 2007, après la prise par la force de la bande de Gaza, le Hamas cherche à se présenter comme le garant de l'ordre intérieur et à se débarrasser des familles et clans mafieux qui s'y affrontent depuis le début des années 2000[16]. Or, lutter contre l'influence des clans impliquait de s'en prendre à l'Armée de l'Islam, puisque Mumtaz Dughmush, chef d'une des plus puissantes familles de Gaza, était également le fondateur de *Jaysh Al-Islam*. Dès lors que les intérêts du Hamas évoluent, comment justifier sa répression contre son ancien partenaire ? En 2007, plusieurs attentats commis à Gaza dans des cafés internet sont imputés à l'Armée de l'Islam sans qu'ils soient revendiqués officiellement par le groupe. De nombreux Gazaouis soupçonnent d'ailleurs les brigades Al-Qassam d'en être elles-mêmes instigatrices. C'est en juin de la même année, au moment où *Jaysh Al-Islam* diffuse une vidéo du correspondant de la BBC qu'il détient en otage, que le Hamas peut légitimement procéder à l'arrestation de Dughmush, et mettre fin à l'autonomie du clan. La demande de libération du journaliste Alan Johnston ayant été liée à celle d'Abou Qatada Al-Filastini – emprisonné en Grande-Bretagne –, le Hamas a aisément pu assimiler l'Armée de l'Islam à Al-Qaïda.

Plus de lutte armée et plus d'islamisation

Ces confrontations avec les djihadistes ne sont pas sans conséquence sur le Hamas qui, face aux critiques qui font de lui un collaborateur d'Israël et un apostat refusant d'appliquer la *charia*, est poussé à une double surenchère.

C'est d'abord du côté de la lutte armée qu'elle s'exprime. En 2009, à la suite de l'opération Plomb durci, le Hamas avait imposé la tenue d'une trêve avec Israël à toutes les factions qui souhaitaient poursuivre les attaques – pas seulement les groupes djihadistes mais aussi le djihad islamique. À partir de 2011, ses forces de sécurité ne parviennent plus à la faire respecter. Ironiquement surnommée *zanzanat*, qui signifie « drone » en arabe, pour souligner la similitude de son rôle avec celui de la puissance occupante, la police du Hamas est lasse de contrôler quotidiennement les véhicules circulant dans la zone frontalière avec Israël, alors

16. Ce territoire était devenu, depuis le milieu des années 2000, une zone de non-droit où régnaient différentes milices qui s'affrontaient et faisaient régner une atmosphère d'une extrême violence (*falatan Al-amni*).

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

que les objectifs de la trêve sont restés lettre morte[17]. De moins en moins en mesure de réprimer les groupes djihadistes, le Hamas choisit souvent de les laisser agir, comme le 16 mars 2011 lorsqu'une roquette est lancée sur le conseil régional de Sdot dans le Néguev[18]. Israël s'en prend alors au Hamas, bouc émissaire d'actions conduites par d'autres, tuant deux militants des brigades Al-Qassam[19]. La répression pousse alors le Hamas à prendre part aux affrontements contre l'État hébreu et à envoyer à son tour plusieurs douzaines de roquettes[20].

Les conflits avec les djihadistes amènent également le Mouvement de la résistance islamique à renforcer sa politique d'islamisation. Suite à la vague d'arrestations de 2009, le Hamas décide de procéder à la libération de nombreux djihadistes, tout en les encourageant à retrouver leurs anciennes factions et en leur assurant une « réinsertion » et des emplois stables. Le lancement de la campagne « oui à la vertu » (*naam lil fadila*) remet au centre de l'enseignement scolaire l'étude de la pensée islamique, les manuels abordant des aspects controversés comme les élections, la citoyenneté ou la constitution. Cette campagne d'islamisation touche également les prisons, où des cheikhs respectés par l'ensemble de ces groupes sont recrutés pour assurer cours et séminaires. C'est le cas du cheikh Salman Al-Daya, anciennement médiateur entre le Hamas et l'Armée de l'Islam au moment de la capture du journaliste Alan Johnston. Les prisonniers refusant d'assister aux séances sont accusés d'illettrisme, ou de déviance psychologique, à l'instar de Fahd Moussa. Pour le Hamas, cette politique devait nécessairement s'accompagner d'une attention particulière à son propre socle idéologique. Afin de s'assurer de la loyauté de ses membres, les dirigeants du mouvement mènent alors une série d'investigations au sein de leurs propres rangs, gelant provisoirement l'adhésion de certains à la confrérie des Frères musulmans[21]. L'absence

Le Hamas libère de nombreux djihadistes

17. La principale contrepartie de la trêve était la fin du blocus.
18. « Radical Islam in Gaza », *International Crisis Group*, Middle East Report No. 104, 29 mars 2011.
19. « The Next Israeli Palestinian War », *International Crisis Group*, Middle East Briefing No. 30, 24 mars 2011.
20. Le 21 décembre 2010, Israël cible le Hamas pour répondre à une attaque commise par l'Armée de l'Islam, « Radical Islam in Gaza », *International Crisis Group*, *op. cit*. En août 2011, l'assassinat par Israël de l'un des chefs du Djihad islamique amène ces mêmes brigades à envoyer plusieurs roquettes vers Israël. Le Hamas se voit obligé de laisser le Djihad répliquer. La majorité des opérations antérieures à l'élimination d'Ahmad Al-Jaabari en novembre 2012 avait également été le fait de ces groupes non contrôlés mais tolérés à contrecœur par le Hamas. J.-F. Legrain, « Gaza, novembre 2012 : une "victoire" de Hamas pour quoi faire ? », *Carnets de l'Iremam*, 3 février 2013.
21. Tout membre du Hamas est nécessairement un membre de la Confrérie des Frères musulmans, où l'adhésion peut prendre plusieurs années. Promulguée en août 1988, la Charte du Hamas précise dans son deuxième article que le Hamas est « l'une des ailes des Frères musulmans en Palestine ». Cette filiation a pu s'accompagner, selon le contexte, d'une volonté d'autonomisation, le label « Frères » pouvant être considéré comme trop compromettant. Dans le courant des années 2000, le mouvement a ainsi minimisé ses liens avec la confrérie, prise de distance s'expliquant par l'installation du pôle extérieur du Hamas en Syrie. L'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Égypte en 2012 a au contraire conduit le mouvement à renforcer ses relations avec la confrérie égyptienne.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de préparation du Hamas à la victoire électorale de 2006 avait en effet conduit le mouvement à faciliter l'adhésion aux Frères musulmans pour recruter de nouveaux fonctionnaires. C'est le manque de connaissance de la doctrine « frériste » qui aurait notamment encouragé les défections vers les groupes djihadistes.

L'équilibre de la terreur

La proclamation d'une branche de l'État islamique dans le Sinaï, et la menace que font peser deux groupes prétendument affiliés à Daech dans la bande de Gaza, n'invalident pas la politique duale préconisée par le Hamas depuis 2007.

L'État islamique : un ennemi utile pour justifier la répression

Aucun groupe djihadiste de Gaza n'a jusqu'à présent obtenu l'adoubement officiel de l'État islamique. Pour autant, deux cellules s'en réclament. C'est notamment le cas du groupe Les partisans de l'État islamique à Jérusalem (*Jamaat ansar Al-Dawla Al-Islamiya fi bayt Al-Maqdis*) qui, en mai 2015, revendique l'explosion du quartier général du Hamas à Gaza, après avoir lancé un ultimatum pour libérer les prisonniers djihadistes récemment arrêtés. La menace étant présentée par le Hamas comme un danger imminent pour la « sécurité nationale », les services de sécurité du mouvement mènent, suite à ces explosions, une vague d'arrestations sans précédent. Le 2 juin 2015 ils abattent le leader d'un groupe de Gaza prétendument affilié à l'EI.

Cette vague d'arrestations doit être inscrite dans la continuité de la tension historique qui oppose le Hamas aux groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda. La plupart de ces groupes accusent le Hamas d'être derrière cette série d'attentats. Ils évoquent « la comédie des fausses explosions », et « les coups prémédités du Hamas », justifiant l'arrestation d'une dizaine de leurs membres. D'autres sources, y compris celles émanant de l'EI en Irak, avaient émis de sérieux doutes quant à l'identité réelle de *Jamaat ansar Al-Dawla*, alimentant la controverse sur ce groupe auto-déclaré[22]. Depuis que son contingent militaire, le bataillon du cheikh Abou Al-Nour Al-Maqdisi, achemine des volontaires vers la Syrie et l'Irak, les liens entre Les Partisans de l'État islamique à Jérusalem et Daech ont été clarifiés[23]. La campagne d'arrestations de djihadistes de l'été 2015 a été largement condamnée par l'État islamique qui a publié sur ses réseaux sociaux le témoignage d'un ex-détenu dans les prisons du Hamas[24].

22. Voir le blog d'A. Jawad Al-Tamimi, disponible sur : <www.aymennjawad.org>.
23. Voir sur : <www.aymennjawad.org>.
24. Voir sur *jihadology.net*, « New Statement from Ibn Taymiyyah Center for Media: About the Ongoing Attacks of Hamas Against the Salafis in Gaza », 23 juillet 2015, disponible sur : <https://azelin.files.wordpress.com> ainsi que l'interview d'A. Ayyub Al-Ghazi disponible sur : <https://azelin.files.wordpress.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Cette clarification postérieure n'invalide en rien les doutes initiaux et la dimension instrumentale que cache le label « État islamique ». L'instrumentalisation de Daech par le Hamas remonte d'ailleurs au 19 janvier 2015, lorsque, suite aux attentats de Paris contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, le Hamas avait orchestré une grande manifestation de djihadistes arborant des drapeaux de l'EI devant l'enceinte du Centre culturel français. Première et dernière manifestation de djihadistes tolérée à Gaza, il s'agissait pour le Hamas d'envoyer un message clair à l'Europe, Israël et l'Égypte : moi ou le chaos.

La main tendue aux djihadistes

Le flou qui entoure les attaques de juin 2015 et l'instrumentalisation que le Hamas a tenté d'en tirer n'empêche pas l'autonomisation des Partisans de l'État islamique à Jérusalem qui, par la voix de deux combattants gazaouis à Alep, ont menacé le Hamas. En juin 2015, ils diffusent une vidéo dans laquelle ils appellent à s'en prendre à la Résistance islamique, promettant de faire de Gaza un champ de bataille à l'instar du camp de réfugiés de Yarmouk, en banlieue de Damas, qui en avril 2015 avait été attaqué puis conquis par l'EI. Au cours de cette attaque qui avait fait 100 morts palestiniens, deux leaders du Hamas avaient été décapités[25].

Le conflit entre l'EI et le front Al-Nosra trouve, bien que de manière marginale, un écho à Gaza. La majorité des djihadistes palestiniens reste fidèle à Al-Qaïda et à ses deux représentants historiques, Abou Qatada Al-Filistini et Abou Mohamed Al-Maqdisi, qui n'ont pas hésité à critiquer Al-Adnani sur les réseaux sociaux, assimilé à un inculte ignorant des préceptes les plus élémentaires de l'islam[26].

Le 7 juillet 2015, quelques jours après la diffusion de la vidéo menaçant de transformer Gaza en bain de sang, une trêve est conclue par le Hamas avec les groupes djihadistes traditionnels. Cette politique de la main tendue a été facilitée par la médiation du cheikh Issam Saleh, l'une des personnalités salafistes les plus connues de Gaza, issu de *Jaysh Al-Islam* et jouissant d'une grande crédibilité de par ses nombreux séjours au Yémen, au Soudan et Égypte[27]. Cette réconciliation repose sur plusieurs points : l'engagement des djihadistes

L'EI menace de transformer Gaza en bain de sang

25. Voir N. Dot-Pouillard, « Yarmouk : divisions palestiniennes face à l'organisation de l'État islamique », *Orient XXI*, 14 avril 2015.
26. Voir sur : <www.youtube.com>.
27. Y. Fares, « Gaza : la médiation salafiste pour une réconciliation avec le Hamas » *Al-Akhbar*, le 4 juillet 2015, disponible sur : <http://al-akhbar.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de ne plus envoyer de roquettes sur Israël et de ne plus attaquer le Hamas, en échange de la promesse du Hamas de ne plus s'engager dans des campagnes d'arrestations, de cesser les actes de torture et de libérer tous les prisonniers djihadistes[28].

La conclusion de cette trêve ne saurait se lire uniquement à travers la menace proférée par les djihadistes gazaouis depuis Alep. D'autres facteurs peuvent l'expliquer : la promulgation, le 6 juillet 2015, d'une loi interdisant le parti Al-Sabirin, seul parti chiite de Gaza[29], et le rapprochement conjoncturel entre le Hamas et l'Arabie Saoudite.

Entre trêve et coercition : un va-et-vient qui dépend du changement de régime en Égypte

Le changement de régime en Égypte explique en grande partie l'évolution des relations entre le Hamas et les djihadistes. La déposition du président Morsi en juillet 2013 avait conduit le Hamas à se rapprocher des djihadistes : laisser agir ces groupes lui permettait d'essayer de déstabiliser le nouveau pouvoir du Caire et d'espérer le rétablissement de l'ancien régime dirigé par les Frères musulmans. La médiation de cheikhs du Qatar et du Koweit permet de conclure une première trêve en cinq points[30]. Les djihadistes peuvent poursuivre leurs activités de prédication (*dawa*) sans risquer d'être arrêtés, à condition de respecter la trêve avec Israël, de cesser leurs opérations armées contre le Hamas, et d'arrêter d'excommunier (*takfiriser*) le mouvement. Les salafistes avaient réduit leurs diatribes contre le Hamas qui avait libéré 42 détenus.

Le rapprochement entre le Hamas et Le Caire à l'œuvre depuis mars 2016 provoque un nouveau durcissement à l'encontre des djihadistes de Gaza. Après avoir retiré le Hamas de sa liste des organisations terroristes, le maréchal Al-Sissi tente de ménager ce dernier et de jouer à nouveau un rôle central dans la médiation inter-palestinienne. Sous l'égide de Moussa Abou Marzouq, une délégation du Hamas s'est rendue à plusieurs reprises au Caire pour rencontrer le chef du renseignement militaire. Le groupe djihadiste Cheikh Omar Hadid, deuxième cellule de Gaza affichant son allégeance à Daech, a récemment dénoncé la nouvelle campagne d'arrestations de djihadistes, perçue comme le résultat du rapprochement entre

28. A. Miller, « Un chef salafiste de Gaza à la recherche de la réconciliation avec le Hamas », *The Times of Israel*, le 7 juillet 2015, disponible sur : <http://ar.timesofisrael.com>.
29. Un nombre important de leurs membres était originellement affilié au Djihad islamique, proche allié de l'Iran. Cette décision d'interdire le parti chiite a été félicitée par le cheikh salafiste Majdi Al-Maarebi, voir sur : <www.alhurra.com>.
30. Voir : <https://paltoday.ps>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

le Hamas et l'Égypte[31]. Après avoir revendiqué des tirs contre Israël les 27 mai et 3 juin 2015, il menace d'envoyer de nouvelles roquettes sur l'État hébreu, au cas où le Hamas ne cesserait pas sa répression.

En dépit de ce rapprochement, l'Égypte continue de douter de la sincérité du Hamas, suspicion qui repose sur les liens organisationnels entre les groupes de Gaza et ceux du Sinaï. Du fait de leur proximité géographique et de leur histoire partagée, la péninsule du Sinaï et la bande de Gaza ont, il est vrai, pu voir leurs destins converger[32]. Les militants islamistes de ces deux espaces sont souvent passés d'un territoire à l'autre, fuyant tour à tour les autorités égyptiennes ou les forces du Hamas. À l'été 2009, lorsque ce dernier affronte les adeptes d'Abd Al-Latif Moussa retranchés dans la mosquée d'Ibn Taymiyya de Rafah, les takfiristes égyptiens retournent dans la péninsule du Sinaï accompagnés de Palestiniens fuyant le sud de la bande de Gaza vers l'Égypte. Ce sera le noyau dur du groupe Jamaat Ansar Bayt Al-Maqdis, branche de l'État islamique dans la péninsule du Sinaï[33] formée aux côtés du Conseil de consultation des moujahidin (*Majlis Al-Shura Al Moujahidin*) créé, dès le milieu des années 2000, par le Gazaoui Abou Al-Walid Al-Maqdisi[34], déjà en charge de coordonner les activités des combattants du Sinaï et celles des djihadistes de Gaza.

***

Le Hamas a toujours minimisé l'importance des groupes djihadistes. D'après Ismaël Ashqar, député au parlement de Gaza, ce que l'on appelle le « conflit » avec les djihadistes ne concerne que quelques microfactions colportant des idées perverses. Numériquement faibles, ils ne représentent en aucun cas une menace. Or, il est clair que, depuis 2009, la présence de djihadistes pose un véritable dilemme au Mouvement de la résistance islamique.

Réconciliation-répression : ce couple évolue essentiellement en fonction d'un contexte à la fois interne et externe. En 2007, à la suite de sa prise de

31. Y. Fares, « Gaza : la médiation salafiste pour une réconciliation avec le Hamas. » *Al-Akhbar*, le 4 juillet 2015, disponible sur : <http://al-akhbar.com>.
32. Occupé deux fois par Israël en 1956 et en 1967, le Sinaï a toujours été le théâtre d'affrontements entre soldats israéliens, palestiniens, bédouins et services de l'armée égyptienne. Longtemps restés à l'écart du djihadisme, les membres des confréries soufies du Nord Sinaï ont progressivement adhéré à cette idéologie au milieu des années 1990, conséquence des détentions arbitraires de la part des services de la sûreté de l'État. Voir I. Alexandrani, « Généalogie du djihadisme au Sinaï », *Orient XXI*, le 23 septembre 2014.
33. Jusqu'en 2012 ce groupe s'était concentré sur l'attaque des intérêts israéliens dans le Sinaï, notamment avec l'explosion de gazoducs dans le Neguev. Avec la déposition de Morsi en juillet 2013, les affrontements se déplacent en direction du nouveau pouvoir égyptien.
34. De son autre nom Hisham Saedni, il a été tué par un assassinat ciblé en 2012 dans la bande de Gaza.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 03/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Gaza, le Hamas veut apparaître comme un acteur fort, capable de maintenir l'ordre. Cet impératif conduit à l'adoption d'une politique répressive à l'égard des djihadistes. La période qui suit l'opération Plomb durci invalide toutefois cette option coercitive, le Hamas n'ayant d'autre choix que de fermer les yeux sur les tirs de roquettes lancés vers Israël. L'émergence de l'État islamique ne change pas fondamentalement la donne. Entre instrumentalisation et menace réelle, le Hamas alterne arrestations et réconciliations. Cette politique à deux volets ne saurait se comprendre sans la prise en compte des changements de régime en Égypte : en 2013 le Hamas utilise les djihadistes pour déstabiliser le nouveau régime, en 2015 le rapprochement avec le maréchal Sissi engendre de nouvelles vagues d'arrestations.

Véritable laboratoire de l'islamisme, la bande de Gaza donne à voir une scène politique complexe, au sein de laquelle le djihadisme ne saurait se lire comme une simple adhésion idéologique. Le salafisme est d'ailleurs loin de mener *de facto* au djihadisme. Il est rare que les personnalités quiétistes évoluent vers le djihadisme, le seul exemple étant celui d'Abd Al-Latif Musa. Les cheikhs quiétistes jouent souvent un rôle de médiateurs pour résoudre les conflits entre le Hamas et les groupes djihadistes : c'est le cas du cheikh Salman Al-Daya au moment de la capture d'Alan Johnston par l'Armée de l'Islam, ou encore du cheikh Issam Saleh qui a rendu possible la réconciliation entre le Hamas et les djihadistes en juillet 2015.

Mots clés
Hamas
Palestine
Djihadisme
Al-Qaïda